

AVANT PROPOS

2017, année polarisée par des élections majeures, ne sera guère propice aux réunions d'élus. Pour autant, nous avons beaucoup à dire et à entendre. Nous avons donc résolu de le faire par le biais d'Entr'Elus, que vous recevrez une fois par mois entre janvier et juillet 2017. Bonne lecture !

DÉBAT

ÉLUS DE PROXIMITÉ DANS LES NOUVEAUX TERRITOIRES

Par Jean-Paul DELEVOYE, ancien Ministre
et Président du CESE

Si vous vous posez la question de la proximité, c'est que vous voyez la disparition de frontières, dans un monde qui s'accélère. Pour moi, nous ne sommes pas en crise, mais en métamorphose : nous voici en pleine révolution, numérique, qui bouleverse le rapport au temps, à l'espace et à l'autre. Nous entrons dans un monde incertain, imprévisible, et donc anxiogène : le futur a tendance à nous écraser.

Comment retrouver la gourmandise du futur, l'appétence de l'avenir ? On voit bien que l'avenir n'appartiendra ni au plus puissant, ni au plus ancien, mais à celles et ceux qui sauront s'adapter. Regarder le monde de demain avec une lecture traditionnelle (« mon territoire, mon organisation »...) est une réponse nostalgique, inadaptée à la société qui émerge à grande vitesse. Dans le monde politico-administratif, nous préférons préserver nos structures plutôt que de nous demander ce que nous devrions remettre en cause pour adapter nos structures au contexte.

En France, il y a une pathologie du pouvoir. On adore les titres, qui assurent la supériorité (à défaut de la qualité). Comme maire, on se croit supérieur aux adjoints... Nous avons facilement l'impression d'être les chefs d'un territoire. Or la technologie numérique abolit les frontières : on ne maîtrise plus la circulation des capitaux, des idées, des hommes et des marchandises. En réalité, la véritable proximité est dans mon téléphone portable, et ce, dans tous les domaines : idées, finances, services publics... On peut consulter un médecin à distance sur écran, trouver un transport pour l'hôpital...

Ainsi, le vrai débat qu'on doit avoir est : comment connecter nos territoires ?

AGENDA

■ 18 mars 2017 : Toulouse

« Faire vivre la laïcité dans le cadre communal », formation pour les élus locaux, en partenariat avec l'ICT.

■ 27 mars : Dijon (21)

Soirée-débat publique « Avant les prochains, votes, Chrétiens - citoyens : Comment se situer ? » avec Paul Valadier s.j., en partenariat avec les Amis de La Vie.

■ 22 juin : Paris (75)

A.G. de Chrétiens en Forum et débat public : « Analyse des élections 2017 ».

Renseignements, inscription auprès de Chrétiens en FORUM
Tél. : 01 43 31 74 74 // Mail : contact@forum.cef.fr
Retrouvez le détail de notre agenda sur : www.forum.cef.fr

Mais en Europe, on considère la technologie comme un objectif et non comme un moyen. C'est une grave erreur, car nous rentrons dans une société de l'intelligence. Ce qui devient déterminant, c'est le sens, et donc la spiritualité. Il faut penser aux objectifs plutôt qu'aux conséquences. C'est le seul chemin pour retrouver de la gourmandise du futur. Les gens ont besoin de rêver, et vous ne les ferez pas rêver avec des structures, mais avec des projets : des projets de société. Là est la noblesse politique, là est votre rôle principal.

Or, des problèmes s'annoncent que personne n'aborde. Comme le conflit de générations qui monte : si on perd le sens du collectif, pourquoi les jeunes continuent-ils à payer des retraites, les bien portants paient pour les malades, etc ? Or le vieillissement de la population fait que, rapidement, le corps électoral aura plus de 60 ans. Des élus porteront donc les intérêts des personnes âgées, en face des candidats de jeunes. C'est le sens collectif qui a fait la force de la France.

Il nous faut des débats politiques qui acceptent de regarder la réalité. Ce qui permet de faire vivre ensemble les gens, c'est ce qui les transcende. Les peuples sont transcendés par les causes et se déchirent par les intérêts. Or vous élus, involontairement, vous vous laissez entraîner vers les conflits d'intérêt. Il vous faut retrouver le chemin des causes. Votre obsession doit être : « comment développer la vitalité sociale dans ma commune ? ». Cela passe par le souci de l'autre.

Nous perdons le sens de l'altérité. La mixité sociale est un échec : on vit à côté de l'autre. À partir de là, on fantasme sur l'autre, et les peurs l'emportent. Or en période de crise, les identités deviennent exclusives : on se referme. Les élus d'inspiration seront au cœur de ces questions ; ils auront la capacité de pouvoir nourrir les débats.

La vraie question qui vous est posée est donc : êtes-vous prêts à assumer vos responsabilités dans un monde qui change ? À vous adapter ?

L'important est moins d'être des élus de proximité que des élus de crédibilité, d'inspiration, et de stabilisation. Il y a une aspiration à la grandeur, à laquelle il faut faire droit. Cela implique votre exemplarité. Ne négligez pas le symbole. Les peuples ont absolument besoin de sacré, et de sacré incarné : vous êtes cette incarnation. Votre proximité passe par l'inspiration, la confiance que vous suscitez, la certitude qu'il y a un avenir, et sur la capacité qu'aura votre commune de participer à un projet collectif garant d'un futur désirable.

PAROLE D'ÉLU

Par Bernard LEPEERS, Maire de Belloy-sur-Somme (80)

Si l'on suit Jean-Paul DELEVOYE, la clef de la proximité moderne se trouve dans la connexion des territoires. La technologie couvre-t-elle vraiment tous les besoins des administrés ?

La question posée est « Comment rester des élus de proximité dans le cadre de la Loi NOTRe ? ». Elle s'adresse aux élus communaux qui sont au quotidien en relation dans les territoires avec leurs concitoyens. À eux incombe de devoir faire le lien avec ce qui s'est éloigné en grandissant : la Région et la Communauté de communes, pour que non seulement les services à la population soient rendus, mais surtout pour que la volonté politique du peuple ne soit pas ignorée. Elle le serait si le sentiment d'être traité administrativement l'emportait sur celui d'être écouté et entendu par un élu qu'il a contribué à choisir.

Dans un état démocratique qui considère que le Souverain réside dans le peuple, il convient que l'élu politique soit proche. Or, la proximité suppose que l'on vive au milieu de ceux qui attendent, à juste titre, que l'action publique ait un sens qui ne peut être exprimé que par ceux qui ont bénéficié, étant élus, de la confiance de leurs concitoyens.

Cela dit, les technologies à notre disposition sont autant de moyens utiles pour que l'élu proche puisse au mieux traduire en acte la proximité. Ces nouvelles technologies sont aussi des instruments précieux pour une meilleure administration de nos concitoyens et des territoires. Mais dans une démocratie comme la France, un outil ne peut jamais remplacer la présence de l'élu qui, seul, peut faire le lien entre la Loi, les textes règlementaires et leur application à des particuliers.

Une autre clef de la vitalité sociale est le « souci de l'autre », mais dans un contexte individualiste et consumériste, que peut l'élu local pour susciter un altruisme ?

Force est de constater que le légitime souci de l'autre, l'altruisme, est sans aucun doute une des missions premières de l'État. Comment la Nation peut-elle subsister si sa

cohésion vient à se déliter ? N'est-il pas plus important, d'un certain point de vue, de contribuer à renforcer l'unité nationale, à faire aimer notre pays, la France, plutôt que d'atteindre, si cela est possible, la perfection de la gestion administrative ? Qui peut le mieux renforcer le sentiment d'appartenance si ce n'est le chef de l'État... et l'élu au plus près de la population : le maire et son conseil municipal ?

En cette période de vœux, les maires mettent autant l'accent sur la vie de la communauté locale que sur les réalisations matérielles. Pour eux et pour les habitants, il est aussi important, voire plus important en ce qui me concerne, de rassembler les habitants comme acteurs dans l'organisation de fêtes, de commémorations ou de gestion de l'école et du CCAS, que de construire des équipements. Nos concitoyens dans ce cadre ne sont ni des individus les uns à côté des autres, ni des consommateurs.

Comment définiriez-vous « l'élu d'inspiration » qu'appelle de ses vœux Jean-Paul DELEVOYE ?

L'analyse de Jean-Paul DELEVOYE me paraît très pertinente : Le concept de « métamorphose » explique la nouvelle réalité à laquelle nous sommes confrontés et qui résulte pour l'essentiel de la mondialisation et de la technologie numérique.

Il faut que l'élu définisse le bien commun et utilise les moyens humains et matériels de notre temps pour remplir au mieux ce qui est un idéal, donc indépassable. Ainsi, à la rumeur, il faut opposer la vérité ; à l'émotion et à la compassion légitimes, il faut non pas opposer, mais faire sa place à la raison.

Il convient également de partager la vie de nos concitoyens, de nous soucier de leurs soucis, et de nous réjouir avec eux de leur joie. Il convient de considérer tout simplement que le bien commun est ce qui permet à chaque homme et chaque femme de notre communauté locale, de notre commune, de notre village, d'y avoir sa place.

À l'échelle d'une « commune rurale » où tout le monde se connaît, le caractère humain des relations prévaut sur toute autre considération. C'est ce sens de l'humain qu'il faut préserver. Cela commence par des choses simples comme se saluer, se parler pour ne rien dire. C'est plus important que de dire sans se parler. Dire à travers une circulaire ne remplacera jamais la conversation entre deux personnes.

Considérer que les électeurs ont des droits sur les élus que nous sommes et que respecter notre parole, qui vaut engagement, est le moins que l'on puisse faire si l'on veut être crédibles.

Les conseils municipaux des petites communes que l'on considère comme dépassées, continuent à jouer ce rôle dans la vie sociale. La solidarité qu'ils mettent naturellement en œuvre me semble garantir la vie de la Nation dans tous ses territoires.